

<https://www.pressegauche.org/Rencontre-avec-le-premier-ministre-et-la-presidente-du-Conseil-du-tresor>



**Rencontre avec le premier  
ministre et la présidente du  
Conseil du trésor - Déception  
et mépris envers le personnel  
de la fonction publique,  
exploire le SFPQ**

Publication date: jeudi 5 mai 2021



- Communiqués -

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**QUÉBEC, le 6 mai 2021 - Le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ) est déçu de la rencontre tenue cet après-midi avec le premier ministre, monsieur François Legault, et la présidente du Conseil du trésor, madame Sonia LeBel, afin de discuter de la négociation pour le renouvellement des conventions collectives.**

« Cette rencontre a permis de confirmer, plus que jamais, le manque flagrant de reconnaissance dont fait preuve ce gouvernement à l'égard des femmes et des hommes qui travaillent dans la fonction publique. Pour monsieur Legault, le personnel de la fonction publique ne mérite pas d'obtenir des conditions de travail justes avec les autres groupes de travailleuses et travailleurs de l'État québécois. Encore une fois, nos membres ressentent du mépris de la part de ce gouvernement », indique Christian Daigle, président général du SFPQ.

Le gouvernement a annoncé, une fois de plus, son intention de demeurer ferme sur son offre de 5 % sur trois ans. Le SFPQ rejette donc à nouveau cette offre déconnectée du marché du travail de la part du gouvernement Legault, laquelle contribuerait à creuser davantage le fossé salarial qui sépare la fonction publique du reste des travailleurs québécois, surtout chez les ouvriers qui accusent un retard de rémunération globale de plus de 30 %.

« Nous aussi avons un mandat ferme que nous devons respecter pour nos membres ouvriers et fonctionnaires : c'est une question d'équité, c'est une question de justice. Voilà pourquoi nous rejetons aussi rapidement l'offre du gouvernement. Nous continuerons de négocier de bonne foi jusqu'à l'obtention d'un règlement qui témoignera du respect du gouvernement Legault pour ses propres employés et employées, que ce soit d'ici les prochaines semaines, les prochains mois ou la prochaine année », explique Maryse Rousseau vice-présidente responsable de la négociation au SFPQ.

Depuis le début de la négociation, la partie patronale refuse les propositions déposées par le SFPQ, insistant chaque fois sur le fait que sa marge de manoeuvre est très mince. Après de très nombreuses séances de négociation à se faire répéter la même chose, les membres du SFPQ n'acceptent plus que le gouvernement prétexte l'état des finances publiques pour refuser qu'on leur offre des conditions de travail compétitives.

« Nos membres sont les petits salariés du secteur public qui offrent des services publics de grande qualité dans toute la province. Pour la plupart, ils gagnent moins que le 56 000 \$ annuel que monsieur Legault annonce publiquement comme étant l'objectif de création d'emploi pour le Québec. Ils lisent les journaux et voient les augmentations largement au-dessus de ce qui leur est proposé pour le personnel de haute direction du gouvernement, pour le PDG d'Investissement Québec, pour les personnes déléguées du Québec à l'étranger, pour les PDG de sociétés d'État ou pour certains sous-ministres. Est-ce que les fonctionnaires et les ouvriers de la fonction publique sont les seuls qui doivent se serrer la ceinture ? », questionne monsieur Daigle.

La négociation du SFPQ porte sur le renouvellement des conventions collectives visant plus de 26 000 employés et employées de bureau, techniciens et techniciennes et environ 4 000 ouvriers travaillant au sein de divers ministères et organismes.